

Accord du 19 décembre 2024
relatif à la protection sociale complémentaire

NOR : ASET2550080M

IDCC : 2583

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ASFA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

FGTE CFDT ;

FEETS FO ;

CFE-CGC BTP,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'auto-
routes ou d'ouvrages routiers se sont réunis afin de donner la faculté aux entreprises de ladite
branche de rattacher certains salariés non-cadres à l'un ou l'autre des éventuels régimes de
garanties collectives de protection sociale complémentaire des cadres, conformément au
décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories
de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, sous
réserve de l'agrément de la commission paritaire rattachée à l'APEC.

Le critère ici retenu, au sens du décret précité, pour déterminer la catégorie objective est celui
de l'appartenance à un niveau de la classification professionnelle de la branche. Ce choix a été
fait en fonction de la définition du niveau de l'emploi dans la classification.

Article 1^{er} | Champ d'application

Les entreprises concernées sont celles qui entrent dans le champ d'application de la conven-
tion collective nationale de sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ou-
vrages routiers.

Article 2 | *Salariés non-cadres susceptibles de bénéficier d'une extension de régime des garanties collectives de protection sociale complémentaire des cadres*

Conformément aux dispositions du décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 précité et sous réserve de la décision d'agrément de la commission paritaire rattachée à l'Association pour l'emploi des cadres (« APEC »), les entreprises de la branche ont la faculté d'inclure ou de ne pas inclure dans la catégorie des cadres dans chacun de leurs régimes de protection sociale complémentaire pris isolément, les salariés relevant de la catégorie de la classification conventionnelle « maîtrise » classes D à H.

Si les entreprises souhaitent mettre en œuvre cette faculté offerte par la branche, elles devront l'avoir formalisée au sein de l'acte de droit du travail instituant leur régime de protection sociale complémentaire au sens de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale (c'est-à-dire par voie d'accord collectif ou référendaire ou de décision unilatérale de l'employeur remise aux salariés).

Cette possibilité d'intégrer ces salariés à la catégorie des cadres ne concerne que les garanties collectives mentionnées à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale instituées au niveau des entreprises de la branche et n'a pas vocation à rendre applicable aux salariés concernés les dispositions de la convention collective nationale propres aux cadres.

Les précisions du présent article ne font pas obstacle au recours, par les entreprises de la branche, aux autres critères énumérés à l'article R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale pour définir les catégories de bénéficiaires de leurs régimes de protection sociale complémentaire.

Article 3 | *Formalités, mise en œuvre et dispositions de suivi*

Article 3.1 | *Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visés à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 3.2 | *Dépôt, extension et demande d'agrément à la commission paritaire rattachée à l'APEC*

Le présent accord sera notifié à toutes les parties conformément à l'article L. 2232-2 du code du travail.

À l'issue d'un délai de 15 jours, il sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2261-15 et suivants du même code, les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord, à la diligence de l'ASFA.

Dès sa signature, l'accord sera également adressé à la commission paritaire rattachée à l'APEC en vue de son agrément.

Article 3.3 | *Entrée en vigueur et durée de l'accord*

Le présent accord entre en vigueur à compter de sa signature et au plus tard le 1^{er} janvier 2025. Il est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3.4 | *Suivi de l'accord*

Le présent accord fera l'objet d'un suivi annuel dans le cadre de la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) prévue à l'article 50 de la convention collective nationale de branche.

Article 3.5 | Adhésion

Toute organisation syndicale représentative de salariés au sens du code du travail, ainsi que toute organisation syndicale ou groupement d'employeurs ou tout employeur pris individuellement, non-signataires du présent accord, pourront adhérer à cet accord dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Article 3.6 | Dépôt

Le présent accord sera déposé, à la diligence de l'ASFA, auprès des services centraux du ministère du travail, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

Fait à Paris, le 19 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)